

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**n°CCAP/25/09 du 15.12.2025**











**MARCHÉ PUBLIC  
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Mission d'appui opérationnel  
pour la mise en œuvre  
du Pôle d'Excellence Territorial (PET)  
Cyber Marne Ardennes**

**Consultation n°2025/CONSU/09 du 15 décembre 2025**

**CCI MARNE ARDENNES**  
42 rue Grande Étape - CS 90533  
51010 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	<b>Mission d'appui opérationnel pour la mise en œuvre du Pôle d'Excellence Territorial (PET) Cyber Marne Ardennes</b>
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée initiale</b>	<b>12 mois</b>
	<b>Reconduction</b>	<b>Avec, 2 fois 12 mois</b>
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	<b>Avec</b>
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel .....	6
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	6
4.2 - Obligations du titulaire.....	6
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	6
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	7
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	7
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	7
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	8
4.2.8 - Sort des données .....	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données .....	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	8
4.2.11 - Documentation .....	8
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	8
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	9
5.2 - Durée du contrat .....	9
5.3 - Reconduction .....	9
6 - Prix .....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
6.2 - Modalités de variation des prix.....	9
7 - Garanties Financières.....	10
8 - Avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes .....	11
9.1 - Acomptes .....	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
9.3 - Délai global de paiement.....	12
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	13
10.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur.....	13
10.2 - Interlocuteur unique de la CCI .....	13
10.3 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée.....	13
10.4 - Engagement du prestataire .....	13
10.5 - Présentation des livrables .....	13
10.6 - Modifications techniques.....	13
11 - Développement durable.....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	15
12.1 - Vérifications.....	15

12.2 - Décision après vérification .....	15
13 - Modification du contrat.....	15
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	15
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché .....	15
13.3 - Changement en cours d'exécution du marché .....	15
13.4 - Cas fortuits et force majeure .....	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	16
15 - Pénalités.....	16
15.1 - Pénalités de retard .....	16
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	16
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	16
15.4 – Non remise des attestations .....	16
16 - Assurances .....	17
17 - Clause de réexamen.....	17
18 - Résiliation du contrat .....	19
18.1 - Conditions de résiliation .....	19
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
19 - Règlement des litiges et langues .....	20
20 – Engagements éthiques et probité .....	20
21 – Réversibilité en fin de marché.....	21
22- Dérogations .....	21

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : **Mission d'appui opérationnel pour la mise en œuvre du Pôle d'Excellence Territorial (PET) Cyber Marne Ardennes.**

La Région Grand-Est a adopté en 2023 un Plan régional cybersécurité pour répondre à la menace croissante des cyberattaques qui touchent à la fois les collectivités et les entreprises. Dans ce cadre, le Pôle d'Excellence Territorial (PET) Cyber Marne Ardennes a été créé pour fédérer les acteurs régionaux autour de la thématique de la cybersécurité.

Les ambitions du PET Cyber se déclinent en quatre axes stratégiques :

- Opération : Mobiliser les experts de la cybersécurité pour renforcer les compétences et actions sur le territoire.
- Formation : Créer et proposer des formations adaptées aux étudiants, entreprises et institutions du territoire.
- Mobilisation : Impliquer l'ensemble de la chaîne de valeur et créer des synergies au sein de l'écosystème.
- Innovation : Favoriser la Recherche et Développement ainsi que le transfert de technologie.

Le PET Cyber vise à structurer une filière régionale dédiée à la cybersécurité et la cyberdéfense, tout en développant un écosystème fonctionnel et en initiant des dynamiques de groupe.

**Lieu d'exécution : CCI Marne Ardennes - 12 rue André Huet**

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'Engagement « AE » et ses éventuelles annexes financières, (dans sa version modifiée par avenant, s'il y a lieu)
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG », applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- ✚ l'offre technique du titulaire incluant notamment le cadre de réponse

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 3 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Compte tenu de l'objet du marché, le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité renforcée. Sont notamment susceptibles de constituer des informations confidentielles toute information, donnée, méthode ou procédé, savoir-faire, qu'ils soient ou non protégés ou protégeables par un droit de propriété intellectuelle, ainsi que tous renseignements relatifs à des aspects organisationnels, des processus décisionnels et leurs mécanismes de validation, des données financières, quel qu'en soit le support et quel que soit leur stade d'approbation, des systèmes de commercialisation ou d'achat, à la gestion du personnel, à la stratégie, aux conventions et engagements de l'acheteur avec des tiers, aux clients et concurrents, aux aspects juridiques ou contentieux, qui seraient rendus accessibles au titulaire, soit au cours d'entretiens, de réunions ou d'audits, soit par la remise de documents, courriers ou copies, quel qu'en soit le support. Cette obligation de confidentialité est applicable au titulaire qu'elle concerne l'acheteur en sa qualité d'établissement public, une de ses filiales ou toute autre structure dans laquelle l'acheteur dispose d'un pouvoir décisionnel. Elle est également étendue aux informations pouvant émaner de la CCI Grand Est dans le cadre des activités-support dispensées au bénéfice de l'acheteur.

L'obligation de confidentialité s'applique indifféremment aux données et/ou informations identifiées comme telles ainsi qu'à toutes celles qui n'auraient pas été signifiées au titulaire comme confidentielles mais dont pareille qualification procède nécessairement de la nature de la donnée ou de l'information considérée. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### **4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée du marché.

### **4.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### **4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### **4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### **4.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@grandest.cci.fr](mailto:dpo@grandest.cci.fr)

#### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plateforme d'archivage électronique.

#### **4.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **4.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **4.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.



## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le **30 janvier 2026**.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le **1<sup>er</sup> février 2027**.

### 5.2 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de **12 mois**.

L'exécution des prestations débute **à compter de la date de notification du contrat**.

### 5.3 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **2**.

La durée de chaque période de reconduction est de **12 mois**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de **36 mois**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ces prix s'entendent pour des prestations exécutées suivant toutes les règles de l'art et en conformité avec les indications et stipulations du marché et aux divers documents qu'il vise le cas échéant.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation, **y compris les frais de déplacement et de séjour des personnels du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations**.

La cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché.

Les prix concernés seront majorés du montant de la TVA en vigueur au moment du fait générateur.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres; ce mois est appelé " mois zéro " (janvier 2026) ;

Le prix est révisé lors de la reconduction du marché, par application du prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (SYN REV (n) / SYN REV (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (janvier 2026).

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.  
L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **SYN REV « Indice SYNTEC »**.

À partir de la deuxième période, les prix définis au marché pourront être révisés sur la base de l'indice cité ci-dessus.

Il appartient au Titulaire du marché de procéder à la révision des prix.  
Pour ce faire, il soumet à l'approbation de l'Acheteur son nouveau prix.

Cette proposition de prix révisé doit être **transmis au service ACHATS/MARCHES PUBLICS** à l'adresse suivante : [c.fournier@grandest.cci.fr](mailto:c.fournier@grandest.cci.fr) au plus tard 15 jours avant la date anniversaire de la notification du marché.

Le silence de l'Acheteur au-delà d'un délai de 15 jours emporte acceptation tacite de ce nouveau prix.

Le nouveau prix ainsi obtenu reste inchangé pour la nouvelle période contractuelle.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG -PI.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes

Les prestations sont réglées par acomptes, sur la base du prix global et forfaitaire annuel, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Les acomptes sont versés au fur et à mesure de l'exécution effective des prestations, après constatation du service fait par la CCI.

Chaque demande d'acompte doit correspondre à des prestations effectivement réalisées et identifiables, notamment au regard des livrables, actions ou phases prévues au CCTP.

La validation d'un acompte ne vaut pas validation définitive des prestations correspondantes.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations, le montant de chaque demande de paiement ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles elle se rapporte.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

#### **FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :**

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

La date d'émission de la facture,

1. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
2. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
3. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché (n°2026/MAPO/01.00),
4. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
5. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
6. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
7. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,

8. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
9. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
10. Le cas échéant, les modalités de règlement,
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 031 081 00016**
- **Numéro d'engagement juridique : n° du marché : 2026/MAPO/01.00**

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le titulaire doit fournir les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des charges. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

### 10.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### 10.2 - Interlocuteur unique de la CCI

Le prestataire désigne dans son offre le représentant de l'entreprise, « chef de projet », qui sera l'unique interlocuteur de la CCI, et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer l'exécution du marché. Il devra fournir les coordonnées précises (adresse, courriel, téléphone, portable...) après l'attribution du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le prestataire s'engage à maintenir l'interlocuteur unique désigné comme « chef de projet ». Si cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 10.3 ci-dessous.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

### 10.3 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI (dérogation au délai).

Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### 10.4 - Engagement du prestataire

Le prestataire retenu s'engage à fournir une prestation conforme aux besoins exprimés par la CCI.

Il s'engage à aviser la CCI de toute difficulté dans le cadre de sa mission et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution du contrat ne soit pas compromise.

Le prestataire retenu a un devoir de conseil, d'informations dans le cadre de la prestation objet dudit marché.

### 10.5 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes : → cf. CCTP

### 10.6 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

## 11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Le titulaire de la présente mission s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour limiter l'empreinte carbone de la mission, conformément à l'évaluation et aux actions proposées dans son offre technique. Il devra veiller à respecter les engagements pris en matière de réduction de l'impact environnemental tout au long de l'exécution des prestations.  
Le titulaire reste entièrement responsable de l'exécution des actions liées à la réduction de l'impact carbone, ainsi que du suivi de l'application des engagements pris. En cas de non-respect des engagements environnementaux définis dans l'offre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des sanctions contractuelles, conformément aux dispositions du présent CCAP.  
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la mise en œuvre des mesures relatives à l'impact carbone et pourra demander des justificatifs au titulaire pour s'assurer de la conformité aux engagements pris dans l'offre. En cas de non-conformité, le pouvoir adjudicateur pourra demander des ajustements ou imposer des mesures correctives.
- Dans le cadre de l'exécution des prestations relevant du présent marché, lors des échanges avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire prend en compte le développement durable. A ce titre, le titulaire :
  - ✓ *S'assure de limiter son empreinte carbone. Le prestataire limite, le cas échéant, l'envoi de fichiers volumineux par mails à plusieurs destinataires, l'envoi non-nécessaire de mails et le stockage de versions obsolètes ou dupliquées.*
  - ✓ *Optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés. A cet effet, le titulaire privilégie :*
    - *La lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur,*
    - *La suppression des aplats de couleur inutiles,*
    - *L'utilisation de polices de caractère "light" ou écologiques de type ecofont,*
    - *L'optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages*
    - *L'impression recto/verso,*
    - *La diffusion ciblée des informations,*
    - *L'utilisation d'imprimantes partagées au lieu d'imprimantes individuelles,*
  - ✓ *Les éventuels documents livrables sur supports en papier doivent être imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé, garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto - verso et en noir et blanc est privilégié. L'usage de documents papier est limité, et les coûts de reproduction sont inclus dans le forfait global.*
- Le pouvoir adjudicateur, invite le titulaire à optimiser le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails,
- Le titulaire s'engage à limiter ses déplacements en voiture ou à utiliser les moyens de transports en commun lorsque ceci est possible,
- Le titulaire s'engage à exercer son activité en tendant vers la sobriété énergétique.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI (à l'exception du délai).

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI

## **13 - Modification du contrat**

### **13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

### **13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### **13.3 - Changement en cours d'exécution du marché**

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### **13.4 - Cas fortuits et force majeure**

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.<sup>2</sup>



## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Les résultats intégreront, en tant que de besoin, les connaissances antérieures appartenant au titulaire et nécessaires à l'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur. Les connaissances antérieures relèveront du régime précisé à l'article 33 du CCAG-PI. Cette disposition vaut *mutatis mutandis* pour les connaissances antérieures appartenant au pouvoir adjudicateur.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000 de la valeur HT du montant annuel du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat lorsque cette situation ne constitue pas un retard au sens de l'article 16.1	Forfaitaire	250,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable
Modification de l'Interlocuteur Unique « Chef de Projet » sans l'accord préalable de la CCI	Forfaitaire	500,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable
Absence du titulaire à une réunion	Forfaitaire	250,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable
Non-respect des engagements environnementaux définis dans l'offre	Forfaitaire	250,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	50,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable

### 15.4 – Non remise des attestations

Pour la non remise des différentes attestations (assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail), le Titulaire disposera d'un délai de **15 jours à compter de la réception de la demande de l'Acheteur** pour transmettre lesdits documents.

À défaut de transmission dans ce délai, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours,
- 40 € par jour calendaire de retard du 8<sup>ème</sup> jour au 14<sup>ème</sup> jour,
- 80 € par jour calendaire de retard du 15<sup>ème</sup> jour au 21<sup>ème</sup> jour,

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.



Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Conformément aux articles **L.2194-1 1°** et **R.2194-1** du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché peut être engagée par l'une ou l'autre des parties pendant toute la durée du marché.

### 1. Cas déclencheurs du réexamen

La procédure de réexamen peut être initiée notamment dans les cas suivants, sans que cette liste soit limitative :

- **Circonstances imprévues modifiant significativement les conditions d'exécution**, telles que :
  - crise sanitaire impactant les modalités d'enquête (ex. confinement, restrictions d'accès aux répondants) ;
  - grèves affectant la disponibilité des ressources humaines;
  - difficultés d'approvisionnement en matériel ou logiciels;
  - événements extérieurs perturbant durablement l'organisation du service (ex. catastrophe naturelle, cyberattaque).
- **Évolution réglementaire ou législative** imposant des modifications des modalités d'exécution ou des charges nouvelles non prévisibles au moment de la signature.
- **Modification ou disparition d'indice de variation des prix** utilisé pour la révision tarifaire.
- **Modification des volumes ou périmètres** : uniquement lorsqu'elles résultent de circonstances imprévues ou d'un besoin dûment justifié du pouvoir adjudicateur et qu'elles ne dénaturent pas le marché.  
Toute adaptation doit rester proportionnée et ne pas modifier la nature globale des prestations.
- **Force majeure** affectant l'exécution normale des prestations.

### 2. Modalités de la demande et justification

- La demande de réexamen doit être adressée par écrit, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.
- Elle doit être accompagnée d'un dossier motivé comprenant notamment :
  - une description précise de l'événement ou de la circonstance justifiant le réexamen ;
  - les impacts techniques, organisationnels, financiers et calendaires constatés ou anticipés ;
  - les justificatifs pertinents (rapports, documents officiels, preuves des coûts supplémentaires, etc.) ;
  - une proposition d'adaptation des prestations, des délais ou des conditions financières.
- Le destinataire dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer sur la demande.
- À défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée, sans préjudice des voies de recours.

### 3. Effets calendaires

- La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations, qui doivent se poursuivre dans les conditions initiales.

- La date d'entrée en vigueur des modifications acceptées sera fixée par avenant, en tenant compte des délais nécessaires à leur mise en œuvre.
- Les délais contractuels pourront être adaptés en conséquence, notamment en cas de prolongation justifiée par les circonstances.

#### **4. Conséquences en cas de désaccord**

- En cas de désaccord sur la demande de réexamen ou sur ses modalités (nature, étendue, conséquences financières ou calendaires), les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.
- À défaut d'accord, la position du pouvoir adjudicateur prévaut, sans préjudice des recours contentieux ou des dispositions spécifiques du CCAP.
- Le titulaire ne pourra en aucun cas suspendre ou refuser l'exécution des prestations en invoquant la présente clause.

#### **5. Formalisation des modifications**

- Toute modification acceptée à l'issue de la procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché, précisant les nouvelles conditions d'exécution, les éventuelles adaptations financières et calendaires.
- Les surcoûts pris en charge excluent les variations déjà couvertes par les clauses de révision des prix fondées sur des indices.
- Le calcul des adaptations financières résultant de la mise en œuvre de la présente clause s'appuiera prioritairement sur les prix contractuels initialement prévus au marché.

Lorsque les prix contractuels ne permettent pas de déterminer de manière pertinente les adaptations financières nécessaires, une méthode alternative de valorisation peut être utilisée, sous réserve du respect cumulé des conditions suivantes :

- Les adaptations financières doivent être strictement limitées aux besoins nécessaires à la continuité du service, sans modification de la nature globale des prestations.
- Le titulaire doit fournir un dossier détaillé justifiant :
  - l'impossibilité avérée d'utiliser les prix contractuels,
  - la méthode de calcul proposée,
  - les éléments constitutifs du coût (charges directes, charges indirectes, temps mobilisé, moyens spécifiques rendus nécessaires par la circonstance imprévue),
  - toute pièce permettant de vérifier le caractère raisonnable et proportionné de la demande.

#### **6. Dispositions relatives aux groupements**

En cas de défaillance, de retrait ou de résiliation partielle d'un membre du groupement de commandes, le pouvoir adjudicateur pourra engager une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des prestations, en tenant compte de la forme juridique du groupement.

##### **6.1. Groupement solidaire**

- Chaque membre du groupement solidaire est engagé pour la totalité du marché et doit pallier la défaillance d'un autre membre.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres sont tenus de prendre en charge la part des prestations non exécutées par le membre défaillant, sans modification substantielle des conditions initiales du marché.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer les modalités d'exécution, les délais et les conditions financières pour tenir compte de cette répartition accrue des prestations.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- La défaillance d'un membre ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les autres membres.

## **6.2. Groupement conjoint**

- Dans un groupement conjoint, chaque membre est responsable uniquement de sa part des prestations.
- En cas de défaillance d'un membre, la part non exécutée pourra être résiliée ou faire l'objet d'une substitution, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer la répartition des prestations entre les membres restants, les délais et les conditions financières, notamment en cas de substitution d'un nouveau membre.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- En cas d'absence de substitution ou de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier la part non exécutée, sans que cela n'affecte les prestations des autres membres.

## **6.3. Groupement conjoint solidaire**

- Le mandataire conjoint solidaire est solidairement responsable des obligations du groupement, notamment en matière d'exécution et de coordination.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres doivent, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, se substituer au défaillant pour assurer la continuité des prestations.
- Cette substitution fera l'objet d'un avenant précisant la nouvelle composition du groupement, la répartition des prestations, ainsi que les adaptations financières et calendaires éventuelles.
- En dernier recours, si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation partielle ou totale du marché.

## **6.4. Dispositions communes**

- Le membre défaillant doit notifier sa situation au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et collaborer à la mise en œuvre des mesures correctrices.
- La mise en œuvre de cette clause ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les membres non défaillants du groupement.
- À défaut de désignation d'un remplaçant parmi les membres du groupement dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut accepter la substitution par un tiers non-membre du groupement, sous réserve que ce tiers :
  - remplisse les critères de sélection qualitative et technique initialement exigés lors de la passation du marché ;
  - soit accepté expressément par le pouvoir adjudicateur après vérification de sa capacité à assurer les prestations dans les conditions contractuelles ;
  - que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché nécessitant une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en cas de désaccord sur les modalités d'adaptation.

Toute modification résultant de cette procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché.

# **18 - Résiliation du contrat**

## **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 – Engagements éthiques et probité

**Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe**

### ENGAGEMENTS ÉTHIQUES ET DE PROBITÉ

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des **principes fondamentaux de la commande publique** définis à l'article **L3 du Code de la commande publique**, à savoir :

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :

- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article **L2141-9 du Code de la commande publique**,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché,
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

## OBLIGATION DE SIGNALEMENT

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle**,
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

## SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT À LA PROBITÉ

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),
- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

## CLAUSE DE COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

## 21 – Réversibilité en fin de marché

En cas de fin de marché, quelle qu'en soit la cause (expiration, non-reconduction, résiliation), le titulaire s'engage à assurer une réversibilité complète et sans surcoût au profit de la CCI.

La réversibilité comprend notamment :

- la remise de l'ensemble des livrables définitifs et intermédiaires,
- la transmission des fichiers sources, outils, bases de données, tableaux de bord,
- la restitution des méthodes, référentiels, contacts et éléments nécessaires à la continuité des actions.

Une réunion de passation pourra être organisée à la demande de la CCI.

## 22- Dérogations

- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.3 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles